

REGLEMENT DE CONSULTATION – (RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS* :

MARDI 07 JANVIER 2025 à 15H00

Objet de la consultation : Prestations de transport à la demande du personnel des entités relevant du Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD) de GAP (05).

Numéro de consultation : DAF_2024_001019

Procédure de passation :

- Formalisée en application des articles L2124-1 & -2 et R.2124-1 ;
- Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1° et R.2161-2 à 5 ;
- Accord-cadre en application des articles L2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 ;
- Accord-cadre à bons de commande selon les articles R.2162-13 et -14 du code de la commande publique (CCP).

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier veuillez-vous adresser à la PFC Sud uniquement via la plateforme des achats de l'état (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr.

*Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique via la plateforme des achats de l'État (PLACE)

TABLE DES MATIERES

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. ACHETEUR..... | 3 |
| 2. OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| 3. CONDITION DE LA CONSULTATION | 3 |
| 3.1 PROCEDURE DE PASSATION | 3 |
| 3.2 ALLOTISSEMENT..... | 3 |
| 3.3 FORME ET DUREE DU MARCHE..... | 4 |
| 3.4 VOLUME ET MONTANT MAXIMAL DE L'ACCORD-CADRE..... | 4 |
| 3.5 LIEU D'EXECUTION..... | 5 |
| 3.6 VARIANTES | 5 |
| 3.7 DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE..... | 5 |
| 3.8 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES | 5 |
| 3.9 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL..... | 6 |
| 4. INFORMATION DES CANDIDATS..... | 6 |
| 4.1 CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION | 6 |
| 4.2 COORDONNEES DE LA PERSONNE POUVANT RENSEIGNER LES CANDIDATS | 6 |
| 4.3 MODALITES DE RETRAIT ET DE CONSULTATION DES DOCUMENTS..... | 6 |
| 4.4 MODIFICATION DE DETAIL DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION..... | 6 |
| 4.5 VISITE SUR SITE | 7 |
| 5. CANDIDATURE | 7 |
| 5.1 MOTIFS D'EXCLUSION..... | 7 |
| 5.2 INTERDICTIONS DE SOUMISSIIONNER CONCERNANT UN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU UN SOUS-TRAITANT..... | 7 |
| 5.3 CONDITIONS DE PARTICIPATION | 8 |
| 5.4 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE..... | 8 |
| 5.4.1 <i>Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)</i> | 8 |
| 5.4.2 <i>Candidature hors DUME</i> | 9 |
| 5.5 PRECISIONS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES..... | 9 |
| 5.5.1 <i>Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques</i> | 9 |
| 5.5.2 <i>Conditions de présentation</i> | 9 |
| 5.5.3 <i>Forme du groupement</i> | 9 |
| 5.6 EXAMEN DES CANDIDATURES..... | 10 |
| 5.6.1 <i>Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs</i> | 10 |
| 5.6.2 <i>Vérification des motifs d'exclusion</i> | 10 |
| 5.7 PRECISIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE..... | 10 |
| 6 OFFRE..... | 11 |
| 6.1 COMPOSITION DES OFFRES..... | 11 |
| 6.2 EXAMENS DES OFFRES..... | 12 |
| 6.2.1 <i>Critères d'attribution des offres</i> | 12 |
| 6.2.2 <i>Méthode de notation des offres</i> | 12 |
| 6.3 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES | 14 |
| 7 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS | 14 |
| 7.1 DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS..... | 14 |
| 7.2 CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS | 15 |
| 8 ATTRIBUTION DU MARCHE | 16 |
| 8.1 DOCUMENTS A FOURNIR | 16 |
| 8.2 MISE AU POINT..... | 17 |
| 8.3 SIGNATURE DU MARCHE..... | 17 |
| 9 LANGUE | 18 |
| 10 CONTENTIEUX | 18 |
| 11 ANNEXES | 18 |

1. ACHETEUR

Ministère des armées et des anciens combattants
Service du Commissariat des Armées
Plate-forme Commissariat Sud (PFC Sud)
Division achats
BP 42 – 83 800 Toulon cedex 9

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier veuillez-vous adresser à la PFC Sud uniquement via la plate-forme des achats de l'état (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

2. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet l'exécution de prestations de transport en autocar avec chauffeur au profit de sites soutenus par la base de défense de Gap (05).

Le titulaire s'engage à être en mesure d'exécuter l'ensemble des exigences du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP DAF 2024_001019) et du Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP DAF_2024_001019) au titre du contrat qui lui sera notifié dans le strict respect des dispositions réglementaires concernant les transports en autocars avec chauffeurs.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services et est mono-attributaire.

Classification CPV (Common Procurement Vocabulaire) : 60172000-4 – Location d'autobus et d'autocars avec chauffeur.

Code GM (groupe marchandise) : 35.03.06 – Transport routier de personnes.

3. CONDITION DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

La consultation retenue est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert définies aux articles L 2124-2 et R 2124-2 1° du code de la commande publique (C.C.P.).

3.2 Allotissement

La base de défense de Gap est une petite base de défense et il n'apparaît pas opportun d'allotir les prestations réalisées.

Ainsi, conformément à l'article L2113-10, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Le besoin étant homogène il ne nécessite pas d'allotissement. Par ailleurs, conformément à l'article L2113-11 2°, la dévolution en lots séparés rendrait difficile et plus coûteuse la gestion des commandes et le suivi d'exécution des prestations.

3.3 Forme et durée du marché

3.1.1 Forme du marché

La consultation donne lieu à la contractualisation d'un accord-cadre mono-attributaire conformément aux articles R2162-1, R2162-2 2°, R2162-5 et s'exécute par bons de commande conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du C.C.P., conclu sans montant minimum avec un maximum en valeur.

3.1.2 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois hors reconductions éventuelles à compter de la date du début d'exécution fixée dans la lettre de notification.

Il est reconductible de manière tacite, trois (3) fois à date anniversaire pour une période de douze (12) mois, dans la limite d'une durée totale de quatre (4) ans.

En cas de non reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) notifie au titulaire, par courrier PLACE avec accusé réception, au moins deux (2) mois avant le terme de la période de validité en cours, sa décision de ne pas reconduire le marché.

Le titulaire n'aura droit à aucune indemnité.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction ou la dénonciation du marché.

3.4 Volume et montant maximal de l'accord-cadre

Le montant estimé, sur la durée totale de l'accord-cadre, est de 380 000 € HT, réparti comme suit :

| POSTE | Dénomination | Montant annuel estimé en € HT | Montant estimé sur la durée total du marché en € HT |
|-------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 1 | CFIM/Gare d'Aix-en-Provence TGV | 22 500,00 | 90 000,00 |
| 2 | Sentinelle de Gap / Brétigny, Sospel, Vincennes | 19 500, 00 | 78 000,00 |
| 3 | OPEX de Gap / Roissy Charges de Gaulle, BA 125 d'Istres, BA 105 d'Evreux | 18 250,00 | 73 000,00 |
| 4 | CFIM / Camp Chambaran | 3 750,00 | 15 000,00 |
| 5 | Régions de France « Prix aux KM » | 31 000,00 | 124 000,00 |

Le poste 6 est destiné aux frais connexes et n'est par conséquent pas estimé.

En application de l'article R.2162-4 du C.C.P., la valeur maximale d'achats susceptibles d'être commandés pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre (une année) est de deux cent mille euros hors taxes (200 000,00 € HT). En cas de reconduction le montant maximal annuel est le même.

3.5 Lieu d'exécution

Une liste non exhaustive des trajets, des sites et lieux d'exécutions des prestations, est indiquée aux postes 1 à 4 à l'article 2.2 du CCTP n° DAF_2024_001019 ainsi que sur les fiches de transport valant bon de commande (cf article 6.1 du CCAP).

Les contraintes opérationnelles des forces peuvent amener le titulaire à exécuter des prestations différentes dans des lieux non encore définis, en France (poste 5 de l'article 2.2 du « CCTP "Prix aux kilomètres" »).

3.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.7 Dispositif social du militaire blessé

Une considération sociale est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Les modalités d'exécution de ce dispositif sont précisées dans les documents particuliers du marché à l'article 15.4 du CCAP.

3.8 Clauses environnementales

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire déclare respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier durant l'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties de l'accord-cadre.

Le prestataire s'engage à maintenir le pourcentage de conducteurs formés à la conduite écoresponsable, annoncé lors de la remise de son offre et inscrit dans le mémoire technique (cf. annexe G du RC).

Dans le cadre de l'exécution et sur demande de l'administration, la société devra fournir, sous 30 jours à compter de la date d'envoi de la demande, les documents suivants :

- ↳ La mise à jour régulière des permis des chauffeurs et la validité des permis ;
- ↳ Les attestations des formations des conducteurs à l'éco-conduite.

3.9 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

4. INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation (DCE) n° DAF_2024_001019 des entreprises est constitué des éléments suivants :

- Le présent RC n° DAF_2024_001019 et ses annexes A à G ;
- Le CCAP n° DAF_2024_001019 et ses annexes 1 à 3 ;
- Le CCTP n° DAF_2024_001019 et son annexe ;
- L'annexe A "BPU - financière" propre à l'acte d'engagement ;
- L'annexe B "Délai d'exécution" propre à l'acte d'engagement.

Nota: L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) ne sera envoyé pour signature au titulaire pressenti qu'après la phase d'attribution.

4.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats

Dans le cas où les soumissionnaires souhaiteraient obtenir des renseignements complémentaires d'ordre administratif, technique ou financier, leurs questions devront être formulées à la Plateforme Commissariat Sud (PFC Sud) via la plateforme des achats de l'État (PLACE), tel que précisé à l'article 4.4 du présent règlement de consultation.

4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Référence de la consultation sur la PLACE : **DAF_2024_001019**

4.4 Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en

redéposer une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de réception des offres. C'est la dernière offre reçue qui sera ouverte.

Questions-Réponses:

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les questions aux demandes de renseignements complémentaires et aux compléments d'informations, peuvent être reçues jusqu'au **dixième jour (10 jours) avant la date limite de réception des offres**.

Les réponses seront également visibles pour toutes les entreprises n'ayant pas encore téléchargé les documents de la consultation. Les réponses seront transmises aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Prolongation du délai de réception des offres :

Lorsqu'une réponse, nécessaire à l'élaboration de l'offre, n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté par l'administration proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

4.5 Visite sur site

Sans objet.

5. CANDIDATURE

5.1 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (art. L2141-1 à L2141-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Conformément au règlement européen n° 2022/576 du conseil du 08 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 relatif à l'interdiction d'attribuer un marché public à des personnes de nationalité russe, ou des personnes, organismes ou entités détenues par une personne russe, les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction seront exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures correctrices nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

5.2 Interdictions de soumissionner concernant un groupement d'opérateurs économiques ou un sous-traitant

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement.

A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.3 Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public. L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

5.4 Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

5.4.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- Depuis le service exposé de PLACE ;
- Depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion) et IV (critères de sélection) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises>

Les candidats renseignent obligatoirement les parties suivantes du DUME :

Aptitude

- Inscription au registre du commerce ;

Capacités économiques et financières

- Chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices ;
- Chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;
- Une assurance pour risques professionnels ;

Capacités techniques et professionnelles

- Les prestations principales de même nature réalisées sur les trois (3) dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ;
- Les effectifs moyens annuels.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

En cas de sous-traitance, se référer à l'article 5.7 du présent document.

5.4.2 Candidature hors DUME

Les candidats renseignent et remettent :

- Une lettre de candidature ou formulaire DC1 (Annexe B_DC1_lettre candidature (du présent règlement de consultation)) ou équivalent, dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 (Annexe C_DC2_Déclaration candidature (du présent règlement de consultation)) ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement ;
- Le cas échéant, une déclaration de sous-traitance (cf. article 5.7 du présent document).

5.5 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat.

Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Une fiche explicative et le mode d'emploi de ce service sont disponibles à l'adresse suivante :

- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

5.5.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

5.5.2 Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur **autorise** le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

5.5.3 Forme du groupement

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

5.6 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

5.6.1 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Le formulaire DC1 en annexe B du présent document ;
- Le formulaire DC2 en annexe C du présent document ;
- le numéro unique d'identification (SIREN), grâce auquel l'entité publique pourra recueillir elle-même les informations nécessaires (en se connectant sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>) ;
- Les prestations principales de même nature réalisées sur les trois (3) dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ;
- Licence communautaire ou licence de transport intérieur.

5.6.2 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

5.7 Précisions sur la sous-traitance

Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants

un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ses sous-traitants.

Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Ce formulaire est disponible en annexe D du présent règlement de consultation ou à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6 OFFRE

6.1 Composition des offres

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- L'annexe A financière à l'AE (acte d'engagement) : Bordereau de Prix Unitaires (BPU) sous format Excel obligatoirement complété. Renseigner les deux onglets - Postes de 1 à 5 pour les prestations de transport – Poste 6 pour les frais connexes ;
- L'annexe B délai d'exécution à l'AE (acte d'engagement) ;
- L'annexe A au RC : Détails Quantitatif Estimatif (DQE) sous format Excel à compléter ;

Nota : Le scénario du DQE présenté n'a aucune valeur contractuelle et sert uniquement à la notation des offres financières des candidats.

- L'annexe G au RC : le mémoire technique du candidat obligatoirement rédigé suivant la trame fournie par l'administration et qui doit notamment comporter les éléments suivants :
 - ↳ Liste et caractéristiques des véhicules affectés à la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre (justificatifs) ;
 - ↳ La liste des chauffeurs formés à l'éco-conduite (justificatifs).

Les candidats ne doivent pas apporter de complément ou de modification écrits à l'annexe mémoire technique (exception faite des champs qui leur sont dédiés) et aux cahiers des clauses administratives et techniques particulières.

- Un relevé d'identité bancaire
- Attestation RUSSIE (annexe F).

6.2 Examens des offres

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Les candidats sont informés que leur offre ne sera classée qu'à la condition qu'elle soit reconnue conforme, c'est-à-dire :

- Qu'elle respecte les exigences techniques spécifiées dans le cahier des clauses techniques particulière (CCTP) ;
- Que les candidats renseignent en totalité le bordereau de prix (annexe financière de l'ATTR1) postes 1 à 6.
- Que les candidats renseignent en totalité les éléments du mémoire technique (annexe G du RC).

6.2.1 Critères d'attribution des offres

Après examen en conformité de l'offre du candidat au regard des caractéristiques et exigences du cahier des charges, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Les critères retenus pour classer les offres sont les suivants :

| Critères de jugement des offres | Nombre de points |
|------------------------------------------|------------------|
| Prix – Note "P" | 60 |
| Délai – Note "D" | 20 |
| Technique et environnemental – Note "TE" | 20 |

Les formules de notation et de pondération ne seront appliquées que si le nombre de candidat est supérieur ou égal à deux.

En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prix sera classée première.

6.2.2 Méthode de notation des offres

a) Note "P" - Critère "Prix" sur 60 points répartis comme suit :

Le critère prix sera apprécié au regard des prix TTC indiqués par chaque candidat dans l'annexe financière qui seront comparés au regard du DQE (annexe A du RC).

En cas de discordance entre les prix TTC du DQE et ceux de l'annexe financière ce sont les prix HT de l'annexe financière qui seront retenus par la personne publique pour recalculer le DQE en TTC.

Le meilleur Prix (P) du DQE obtient la note maximale de 60.

Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au prix le plus bas.

Méthode de notation du critère prix :

Note P = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x 60

b) Note "D"- Critère "Délai" sera jugé sur 20 points comme suit au regard du délai de mise à disposition du véhicule.

Il sera évalué en fonction du délai maximum de mise à disposition du véhicule proposé par les candidats à compter de la date d'envoi de la demande de l'administration (annexe B à l'AE).

Meilleur délai proposé de mise à disposition inférieur à 8 jours ouvrés : 10 points ;

Meilleur délai proposé de mise à disposition en cas d'urgence inférieur à 4 jours ouvrés : 10 points.

Pour chaque délai ci-dessus, les autres délais seront notés selon la formule suivante :

Le meilleur délai (le plus bas) / délai de l'offre examinée X 10

Les notes de ces 2 délais seront additionnées.

c) Note "TE"- Critère "Technique et environnemental " sera jugé sur 20 points et calculé au vu des éléments complétés par les candidats dans le mémoire technique (annexe G du RC).

Les points sont répartis sur trois sous-items :

Les points sont répartis sur trois sous-critères :

1. Type d'énergie utilisée / autocars utilisés pour l'accord-cadre (10 points) ;
2. Émissions sonores (5 points) ;
3. Formation à l'éco-conduite (5 points).

La note « TE », sur 20 points, obtenue par le candidat correspond à l'addition de l'ensemble des points obtenus des sous-critères (SCTE 1 à 3).

Sous critère 1 (SCTE 1) : Type d'énergie utilisée / autocars utilisés pour l'accord-cadre (10 points maximum)

Les points de sous-critères seront répartis de la manière suivante :

Le type de véhicule doit être à minima Diesel EURO IV.

- Véhicules Euro VI : 4 points
- Véhicules GNV fonctionnant aux biocarburants liquides / ou BIO GNV : 10 points

La notation sera effectuée en fonction d'une moyenne des points obtenus sur les 2 items précités et selon les justificatifs (cartes grises) transmis pour les véhicules affectés spécifiquement au projet de l'accord-cadre.

La meilleure moyenne obtiendra la note de 10.

Les autres seront notés selon la formule suivante :

$$\text{Moyenne de l'offre examinée} / \text{moyenne la plus haute} \times 10$$

Sous critère 2 (SCTE 2) : "Emissions sonores" (5 points) :

La notation sera effectuée selon une moyenne des dB relevés dans le mémoire technique et dans les documents des véhicules (cartes grises) affectés spécifiquement au projet de l'accord-cadre.

Les autres candidats seront notés proportionnellement selon la formule suivante :

$$B = 5 \times (77 / \text{dB de l'offre examinée})$$

Sous critère 3 (SCTE 3) : "Formation à l'éco-conduite " (5 points) :

La société disposant du plus grand nombre de personnel formé (%) à l'éco-conduite obtiendra la note maximale de 5 points (justificatifs à l'appui).

La note maximale de 5 points est attribuée au meilleur pourcentage inscrit dans le mémoire technique.

Les autres notes sont dégressives selon la formule suivante :

$$\text{Pourcentage examiné} / \text{le meilleur pourcentage} \times 5$$

d) Note Finale :

La note finale correspond à l'addition des notes des 3 critères.

La note finale la plus élevée correspond à la société qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

6.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

7 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 Date et heure limites de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard à la date figurant sur la première page du présent règlement de la consultation.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées en page de garde du présent document.

Les plis qui sont reçus ou remis après cette date et heures ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

7.2 Conditions de transmission des plis

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html. Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

**" Copie de sauvegarde ;
Intitulé de la consultation ;
Nom ou dénomination du candidat".**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

La transmission de cette copie de sauvegarde s'effectue uniquement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal à l'adresse suivante :

Bureau courrier régional marine de TOULON
PFC SUD / DIVISION ACHATS PUBLICS
Section 2.1 "Services à la personne"
BP 42
83800 Toulon cedex 9.

Et les mentions suivantes :

**"NE PAS OUVRIR
Copie de sauvegarde - dossier n° DAF_2024_001019"**

Rappel : Aucun dépôt par porteur contre récépissé (dans les bureaux de l'administration et aux portes d'accès de la base navale de Toulon) ne sera accepté.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

8 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

8.1 Documents à fournir

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas

tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, prévu aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail, et délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, mentionnée à l'article L. 5214-1 du même code.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'ensemble des justificatifs relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- Le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsque le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché entre dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner facultative, il est invité à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

8.2 Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire retenu, en accord avec lui, de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.

8.3 Signature du marché

L'accord-cadre est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

L'acte d'engagement sera envoyé au titulaire pressenti pour signature après la phase attribution.

Il peut être signé électroniquement (**Annexe B du présent règlement de consultation "Modalités de signature électronique"**) ou de façon manuscrite.

9 LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

10 CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Toulon.

11 ANNEXES

- Annexe A : Détail Quantitatif Estimatif - DQE
- Annexe B : DC1_Lettre de candidature ;
- Annexe C : DC2_Déclaration candidat ;
- Annexe D : DC4_Déclaration de sous-traitance ;
- Annexe E : Modalités de signature électronique ;
- Annexe F : Attestation sur l'honneur RUSSIE ;
- Annexe G : Mémoire technique.